



CSE réseau des 26 et 27 octobre 2021

Compte-rendu de la commission économie et structures du 22 octobre 2021

Présents pour les élus : Jean-Manuel Bertrand, Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Patricia Jomain, Christophe Porro

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Samuel Bignon (DRH, président de la commission), Nathalie Dené (DRH du développement managérial réseau)

Point 1 : la situation budgétaire au 30 juin 2021

Contexte

Le début d'année 2021 fut moins perturbé que le 1^{er} semestre de l'an dernier, mais il a lui aussi été bouleversé par la crise sanitaire, à cause notamment du 3^{ème} confinement (six semaines du 3 avril au 18 mai). La réduction d'activité est réelle, mais nettement moindre qu'en 2020. Les journaux régionaux ont été mutualisés de 23 à 10 éditions, les 18h30 suspendus, mais les locales ont perduré, comme certains tournages des antennes.

2021 restera donc aussi une année inédite.

La situation au 30 juin présente **une économie de charges de 15,2 M€**. Avec 207,7 M€ pour une prévision de 222,9 M€ (-6,8%). Cet écart est dû, un peu, à une baisse de la masse salariale (-1,6 M€), et à un très gros retard sur le recours aux moyens de la Fabrique et aux achats de programmes. Pour rappel, la Fabrique est détachée de ce budget. Le réseau la rémunère en prestations internes pour les prestations qu'elle fournit.

En ETP, on atteint **2 864,3 ETP** au 30 juin, en retrait de **19 ETP** par rapport à la prévision. C'est nettement moins qu'au 1^{er} semestre 2020 où on avait atteint une économie de **137,5 ETP** en six mois.

Les recettes publicitaires du réseau ont fortement baissé avec un déficit de 2 M€ sur la période. Mais les parrainages rattrapent un peu ce trou d'air avec une surperformance de 0,9 M€.

Et les investissements sur les régies MOSAR sont très largement en retard de 3,6 M€.

Le détail par région au 30 juin 2021 donne :

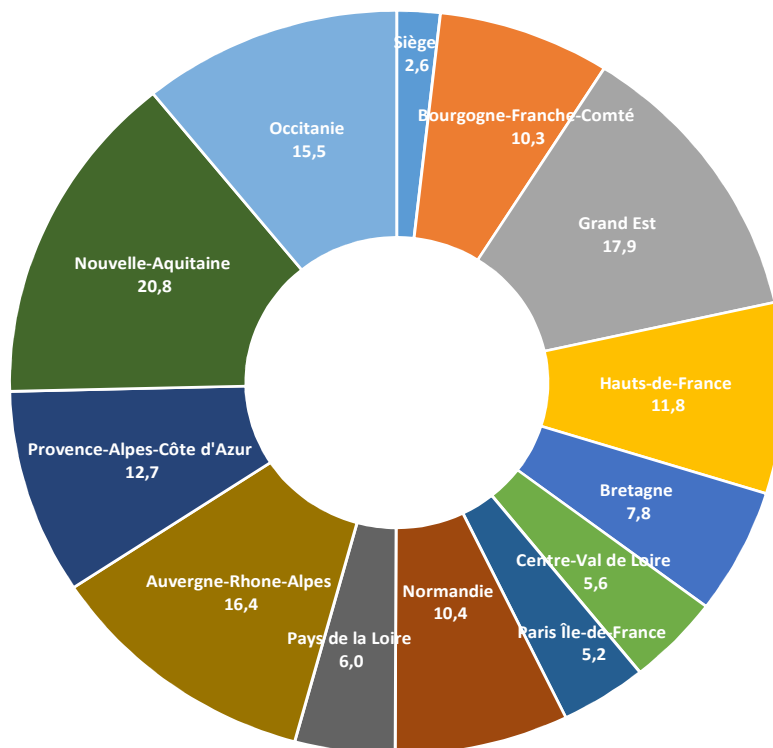
Région	Prévisionnel juin 2021 (M€)	Réel juin 2021 (M€)	variation (%)
Auvergne Rhône-Alpes	24	22,5	- 6,4 %
Bourgogne Franche-Comté	15,2	14,4	- 5,1 %
Bretagne	13	12,2	- 6,7 %
Centre Val-de-Loire	9,3	8,4	- 9,3 %
Grand-Est	26,6	25,4	- 4,5 %
Hauts-de-France	17,2	16,5	- 4,5 %
Paris Ile-de-France	15,3	12,8	- 16,1 %
Normandie	16,1	15,4	- 10,1 %
Nouvelle-Aquitaine	31,2	29	- 7 %
Occitanie	21,7	21,3	- 1,9 %
Provence-Alpes Côte d'Azur	18,3	17,8	- 2,8 %
Pays de la Loire	9,7	8,8	- 9,5 %
Siège	5,3	4,2	- 20,9 %

Rappel de l'affectation des ETP pour 2021 :

Région	ETP prévus 2021	ETP réels 2019
Auvergne Rhône-Alpes	333,9	343,4
Bourgogne Franche-Comté	218,5	224,1
Bretagne	150,2	157,6
Centre-Val de Loire	117,7	117,4
Grand-Est	380,6	397,1
Hauts-de-France	248	260,2
Paris Ile-de-France	94,3	161,9
Normandie	212	210,6
Nouvelle-Aquitaine	424,9	433,7
Occitanie	301,6	314,2
Provence-Alpes Côte d'Azur	254,1	264,2
Pays de la Loire	119,9	119,2
Siège	29,6	44,7
TOTAL réseau F3	2885,3	3048,3

Les Dépenses

La masse salariale réelle au 30 juin



Il y a donc au 30 juin **une économie de 1,6 M€ (-1,1%)** sur la masse salariale. En ETP, cela fait 19 ETP en moins. Il est donc difficile d'évaluer l'impact et les réels besoins du 18h30 et de certaines nouvelles tranches.

Cette économie apparaît faible par rapport aux contraintes du PCA (Plan de continuation de l'activité). D'autant plus qu'il y a eu peu de paiement d'heures supplémentaires sur la période. Et que le budget prévoyait plus de charges patronales.

La plupart des régions est en dessous des prévisions. La plus forte économie revient à Pays de la Loire avec un retard de 4,2%. Un comble quand on sait que c'est une des deux régions les plus pauvres, où les besoins en ETP sont criants. Cette région, qui a eu tant de mal à dégager des moyens pour le 18h30, n'a pas dépensé tout ce qui lui était permis au 1^{er} semestre. La direction a du mal à fournir une explication car sa situation est " *très tendue au niveau ETP* ". La variation de congés est également évoquée.

D'autres régions comme la Bretagne, IdF et l'Occitanie ou PACA sont en débord de masse salariale, et parfois d'ETP sur le 1^{er} semestre. Malgré la baisse d'activités.

L'Occitanie (+0,9%) est même en alerte selon le directeur financier. Etonnant quand on sait que des journaux mutualisés ont été mis en place chaque week-end pour faire des économies. Occitanie avait perdu 13 ETP sur les prévisions 2021 par rapport au réel 2019. Une restriction apparemment trop violente. La direction évoque également des requalifications pour expliquer la situation.

La Bretagne (+0,4%) a mis deux ETP supplémentaires sur le 18h30 en début d'année. Ça se voit. Elle est sensée lisser cette bosse pour arriver à l'équilibre en fin d'année.

PACA (+1,8%) est en hausse à cause d'une forte provision sur congés car ils n'ont pas été pris suffisamment. Ça devrait se rééquilibrer en fin d'année. Ça n'a pas de conséquences sur les ETP.

A Paris IdF (+1,7%), les formations et la mise en place du NRCS avec le NewsBoard et OpenMedia, aurait dû se faire avant 2021, mais ça tombe cette année, d'où ce dépassement.

La situation se normalise un peu partout sur le 2nd semestre. Les retards devraient se normaliser en fin d'année. Il n'y a pas de consignes de la direction pour conserver les économies en fin d'année. Ce qui n'a pas pu être fait au 1^{er} semestre sera fait dans la mesure du possible au 2nd. Sauf ce qui est lié à l'évènementiel qui est une perte sèche. Le salon de l'agriculture est l'exemple le plus frappant à ce niveau. Son annulation a touché toutes les régions car c'est un événement mobilisateur en moyen internes, et en prestations.

Dépenses hors personnel

Ces dépenses s'élèvent à 64,7 M€, en économie de 13,7 M€ (-17,4%). Etonnamment, et contrairement au résultat de la masse salariale, cette économie est plus forte qu'au 1^{er} semestre 2020. Des régions sont largement au-dessus de la moyenne comme la Normandie (- 25,7%), Paris IdF (- 24,9%), et Centre VdL (- 2,4%). Et le siège culmine à - 41,7%.

La baisse du recours à la Fabrique est une des causes de ce retard. De nombreuses émissions n'ont pas été faites à cause du confinement, et plus largement à cause de la crise sanitaire qui a ralenti l'activité culturelle et événementielle dans le pays au 1^{er} semestre. Ces retards touchent la vidéo mobile, la production et la post-production. Et également les tournages en équipes légères. La direction redit qu'il n'est pas question de ne pas consommer ce qui était prévu pour rattraper le retard sur le reste de l'année. *"On consommera tout ce qu'on pourra"* a précisé le directeur financier. Mais si toutes les salles de montage sont occupées au 2nd semestre, impossible de rattraper les retards du 1^{er}.

Les achats de programmes et les prestations techniques externes sont en forte baisse (- 4,5 M€). Des émissions ne se sont pas faites à cause du port des masques pour les participants. Il n'aurait pas été possible de les réexposer une fois la crise passée. Et

des programmes qui étaient prévus avec des moyens privés ne se sont pas faits pour les mêmes raisons de ralentissements dans le pays.

Conséquences de la baisse d'activité des programmes, la CAR (coordination des antennes régionales) a peu dépensé son fond d'investissement qui sert à financer des pilotes, à accompagner des projets exceptionnels. Là aussi on espère que cette réserve sera pleinement utilisée au 2nd semestre. Mais on peut en douter. La couverture de la Transat Jacques Vabre en Normandie a rarement été aussi faible, alors que c'est le plus gros plateau de bateaux jamais vu... Et les moyens pour assurer les retransmissions sportives du dimanche sont souvent sous-dimensionner selon les équipes qui travaillent dessus.

Mis à part les impôts, taxes et amortissements qui ne dépendent pas de l'activité, tous les autres postes de dépenses sont logiquement en retard.

Les frais de missions et de transport sont toujours en chute libre au 1^{er} semestre. 3,3 M€ dépensés sur les 4,4 prévus. La baisse des tournages, des formations et le développement du télétravail et des visios expliquent cette situation. Idem pour les locations de véhicules.

Les services de communication ont peu entamé leurs budgets, moins de la moitié de ce qui était prévu, à cause de l'arrêt de l'évènementiel.

Le financement des documentaires est pratiquement au niveau prévu avec 4,34 M€ engagés sur les 8,95 prévus sur l'année. Certaines régions sont curieusement plus en retard, mais rien d'alarmant pour la direction qui évoque des raisons d'écriture, et pas de non-engagement. La situation devrait se réguler et en fin d'année, avec un respect de notre obligation dans la création documentaire.

Coté investissement, on est très loin des prévisions. **Seulement 23% du montant prévu pour 2021 a été engagé.** 3,9 M€ sur 17 M€.

Pour l'immobilier, tout est arrêté à Rennes pour l'accueil de Radio-France en attendant une validation par leur conseil d'administration. Ce sera reporté sur 2022.

Désormais, pour un déménagement, la possibilité de partager les locaux avec nos collègues de la radio publique est étudiée systématiquement.

La rénovation d'Amiens a pris du retard à cause de la crise sanitaire. Mais la fin du déménagement de Poitiers et celui de Perpignan se sont fait comme prévu.

En investissements techniques, le NRCS est en retard, pas forcément à cause du Covid, mais plutôt pour des raisons techniques.

L'investissement sur les régies MOSAR est encore très en retard sur les prévisions. 1,4 M€ sur 5 M€ prévus sur l'année. La direction n'identifie pas forcément la cause dans l'arrêt de l'expérimentation de Rouen. Et elle précise que les travaux et l'installation prévue à Strasbourg n'apparaissent pas dans le budget 2021.

Depuis l'été dernier, les investissements ont repris leur rythme prévu. Mais difficile de dire si tout sera au niveau en fin d'année.

Les Recettes

Publicité et parrainage

Sans surprise, la publicité est en baisse par rapport aux prévisions, à cause de la baisse générale de l'activité dans le pays au 1^{er} semestre. Mais avec **2 M€ de retard sur les 6,5 M€ prévus**, la chute est énorme. L'écran de 20h15 est moins rémunérateur que prévu. Dommage car c'est le seul sur FTV après 20h. Cet écran était auparavant encadré par *Tout le Sport* juste avant, et *Plus Belle La Vie* juste après. Aujourd'hui, il arrive avant PBLV et après un programme peu identifié, et moins porteur (Saveurs de saison).

La situation s'améliore nettement depuis juin avec un mois de septembre au-delà des prévisions. On verra en fin d'année si ce coup de mieux permettra au résultat de la pub d'atteindre l'objectif 2021 de 12 M€. Ce sera difficile.

Heureusement, les parrainages sont en forme avec 850 000 € d'avance au 30 juin. C'est essentiellement sur les bulletins météo. Certains ont même deux sponsors !

Les recettes affectées qui ne sont pas des rentrées de cash, mais des échanges avec des partenaires, sont au niveau prévu.

Pour rappel, le budget 2021 attend au total 15 M€ de rentrées publicitaires, après paiements des commissions de régie réglée à FTP.

Et pour info, les écrans publicitaires qui inondent les sites web et les replays ne sont pas affectés au réseau.

Les COM régionaux

Il n'y a plus que trois régions qui ont un contrat d'objectifs et de moyens. Bretagne, Centre Val-de-Loire et Nouvelle Aquitaine. Les trois régions sont en léger retard de paiement au 30 juin. C'est habituel.

Pays de la Loire a fini de payer en 2021 ce qu'elle devait en 2020, mais n'a pas signé de nouveau COM.

Parmi les autres régions, les discussions sont très variables. Mais aucune piste de nouvelle signature n'est clairement identifiée. Les discussions sont rompues avec Bourgogne Franche-Comté, et compliquées avec Occitanie. Certaines régions confondent COM et communication pure. Elles attendent que nos antennes fassent leur pub. Ce n'est pas la finalité d'un COM. Autant qu'elles passent par le parrainage.

La Normandie et PACA ont conclu des accords de financement ponctuel sur des événements précis que les régions voulaient soutenir. Le FENO et Med In Doc.

Des directeurs régionaux cherchent également d'autres formes de financement sur des productions précises avec les régions. Mais il faut le faire en respect des règles européennes, ce qui limite les possibilités.

En conclusion, ce point d'étape au 30 juin reflète une situation particulière, différente de l'an dernier, mais aussi différente que la normale. Il est difficile de tirer des enseignements de ces six mois pour l'avenir. Difficile d'estimer les conséquences de la mise en place du 18h30, et des autres nouveautés liées au balbutiement de la régionalisation, prévue à moyens constants.

Toutefois, on peut espérer que les économies effectuées sur ce 1^{er} semestre permettront de relâcher un peu la pression sur les salariés pour la fabrication des émissions d'info et d'antenne.

Ce 2nd semestre 2021 devrait être à peu près normal, une première depuis deux ans. On devrait donc avoir une idée plus précise des répercussions des restrictions budgétaires reconduites depuis des années sur notre activité normale.